



Extract of Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-merite-se-merite-t-il>

Réflexions

# Le mérite se mérite-t-il ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1168 - octobre 2015 -

Publication date: mardi 22 décembre 2015

Creation date: octobre 2015

## Description:

François Chatel aborde par cette question un sujet délicat, tant il est couramment admis qu'une rémunération "au mérite" est parfaitement justifiée.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**C'est un sujet très délicat que François Chatel ose ici aborder, tant nous avons tous été, au cours du temps, mis en condition pour admettre sans réfléchir qu'une rémunération "au mérite" est tout à fait justifiée :**

La nouvelle offensive libérale remet sur la table la rémunération au mérite de façon à justifier les écarts gigantesques de revenus que produit la société actuelle.

Ces écarts, ou même le moindre écart, sont-ils justifiés ?

La méritocratie est-elle une arnaque de plus dans l'éventail des sophismes du capitalisme ou bien un système reconnu comme lié à la justice entre les hommes ?

D'après les définitions proposées, la méritocratie est un système qui tend à promouvoir et hiérarchiser les individus d'une société en fonction de leur mérite démontré selon diverses qualités morales, intellectuelles ou physiques : l'investissement dans le travail, l'effort fourni, l'intelligence, les aptitudes, la prise de risque, le talent reconnu, le courage, la responsabilité, l'innovation, etc... sans tenir compte de l'origine sociale (classe), de la richesse ou des relations (copinage).

Elle est censée avoir comme fondement l'égalité des chances, la liberté individuelle et la récompense du succès.

Cette manière de distinguer les individus semble juste puisqu'elle prend en compte des qualités indéniables, favorables à la bonne marche de la société, à ce qui représente ses objectifs.

Ainsi, les élites apparaissent-elles comme les meilleures possibles, et la place de chacun semble attachée à sa responsabilité.

La récompense au mérite permettrait la distinction légitime et pacifique des individus en établissant une hiérarchisation rationnelle sans porter atteinte au principe d'égalité.

Elle serait utile autant pour la cohésion sociale que pour la satisfaction de chacun.

Le capitalisme, en soutenant l'égalité des chances par l'égalité des droits, sous couvert d'attachement à la démocratie, incite à croire que grâce au mérite et à la liberté de faire l'effort nécessaire, chacun peut grimper à l'échelle sociale prétendue juste.

Présentées comme les effets du mérite personnel, ces inégalités de conditions, soi-disant indispensables à l'intérêt général et à la "richesse de la nation", engageraient chacun dans une compétition où intérêts individuel et sociétal se rejoindraient.

## Grains de sable dans les engrenages

Ben Bernanke, ancien président de la Fed, lors d'un discours prononcé à la cérémonie de remise des diplômes à l'université de Princeton, dénonce : « Une méritocratie est un système dans lequel les personnes les plus chanceuses, en termes de santé physique, de patrimoine génétique, de soutien familial et de revenus, les plus chanceuses en termes d'éducation et d'opportunités de carrières, en retirent le plus de bénéfices » [1].

Il est bien difficile d'évacuer ces différences initiales qui démystifient la belle utopie de l'égalité des chances.

Dans un système de compétition organisée, de hiérarchie souhaitée, la notion d'égalité des chances est une immense forfaiture dans la mesure où l'éducation, l'accès au savoir, la santé, les aptitudes personnelles, les moyens financiers, l'aide relationnelle, etc., ne sont pas égaux. Il s'agit, pour ceux qui se servent de cette notion, « de prévoir et d'énoncer des mesures d'adaptation, d'accommodement pour masquer, déguiser les formes les plus apparentes de l'inégalité et prétendre respecter et faire respecter le principe d'égalité » [2]. Cette duperie trouve toute son expression dans la sélection par les diplômes destinée à bâtir la méritocratie. « Sur ce point, l'évolution du système scolaire est sans ambiguïté : chacun y recherche la performance et l'utilité à travers les meilleurs établissements, les meilleures filières, les meilleures formations, c'est-à-dire les plus rentables, quitte à ce que les plus faibles soient relégués et à ce que la culture elle-même soit ramenée à son efficacité sélective » [3].

Les enquêtes réalisées par l'INSEE de 2000 à nos jours sur la formation et la qualification professionnelle montrent très clairement que le niveau des diplômes, condition essentielle pour l'accession à l'emploi, est loin d'être réparti en pleine égalité suivant l'origine sociale. P. Bourdieu en avait déjà fait le constat : « l'école sanctionne et valorise certains habitus que possèdent déjà en y arrivant les membres des classes dominantes, qui y sont donc d'emblée chez eux, tandis que les autres doivent faire d'immenses efforts pour y réussir... les classes dominées sont massivement renvoyées au monde du travail, mais en ayant intériorisé à la fois la conscience de leur infériorité culturelle et la conviction que le système est juste et leur a accordé leur chance » [4]. Surtout que la teneur des diplômes desservis reflète les objectifs poursuivis par les tenants du pouvoir, notamment le productivisme industriel et l'appât du gain financier, d'où sont exclus les individus dont les capacités ne répondent pas à ces besoins. De ce fait, les exigences du capitalisme engendrent un protectionnisme de la classe dominante et ce sont les élites qui vont dès lors définir les critères de reconnaissance du mérite. Ainsi la monopolisation du pouvoir économique et culturel se transmet par hérédité et népotisme. « Le système scolaire enseigne la soumission à l'autorité et à un ordre inique tout en assurant la promotion des valeurs dominantes. Il permet de distinguer les futurs dirigeants d'un côté et les futurs exécutants de l'autre, en faisant en sorte que chacun se persuade de sa condition immuable. Autrefois, le Souverain attribuait des titres de noblesse, aujourd'hui c'est l'école qui intronise la bourgeoisie dans sa fonction dirigeante » [4].

## Individualiser et culpabiliser

« La fiction du mérite entretient l'illusion d'un individu souverain, en pleine responsabilité des valeurs qu'il produit (ou ne produit pas) et, en dernière analyse, de sa propre valeur » [5]. La conséquence en est perverse : le laissé-pour-compte, le "looser" devient le seul responsable de son échec. Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même s'il échoue, à son manque de courage, d'intelligence, d'aptitude. Chacun serait cause de son propre sort.

Il s'ensuit que « la collectivité ne doit pas prêter assistance à des personnes qui ont galvaudé leurs chances ; la pauvreté, expression de l'inaptitude et de l'inutilité, est une tare morale ; le riche est digne d'estime ; l'inégalité est dans l'ordre des choses » [4].

La méritocratie ne conçoit chacun que sous la forme d'un petit entrepreneur de soi, capitalisant des compétences en vue de leur évaluation et rétribution. « Dans une perspective néolibérale, par exemple, la situation de chacun est

conçue comme procédant strictement de choix individuels. On n'hésitera donc pas à soutenir que l'inégalité sociale est directement liée au mérite particulier de celui qui en bénéficie et aux insuffisances de celui qui la subit. Le "privilegié" n'en serait donc pas un. Il tirerait en effet légitimement avantage d'un talent qui est attaché à sa personne et qui par conséquent, avec le cortège des avantages qui en procède, n'appartient qu'à lui » [6]. « Il y a un côté sociobiologique ou si vous préférez, "darwinisme social" (il ne faut pas aider les faibles) sur fond de monde hobbesien (« l'homme est un loup pour l'homme ») dans cette société méritocratique et élitiste » [7].

De nos jours, « c'est un drôle de mérite qui revient. Pas question de valeur morale, d'accomplissements humains, de bonnes actions, de vertu. On parle de travail, d'efforts - et surtout de rémunérations. Le mérite semble une sorte de droit à récompense financière - en tout cas de quelque chose qui doit payer » [8]. Lancée par le néo-libéral N. Sarkozy, la fameuse phrase « travailler plus pour gagner plus » apparaît tout à fait dans l'ordre de la justice sociale pour les soi-disant socialistes qui lui ont succédé. C'est « tout le paradoxe d'aujourd'hui, la référence au mérite ne disparaît pas. Elle se travestit en culte de la réussite visible - Rolex, Armani et Closser, jets privés et traitements VIP. Entre richesse ostentatoire, pipolisation et individualisme, le mérite est décidément loin des règles religieuses ou morales, mais il apparaît désormais comme une propriété intrinsèque des individus : chacun est censé mériter quelque chose, en raison de sa singularité irremplaçable. La pub l'a bien compris : "Vous le valez bien" - vous méritez notre marque, parce que c'est vous » [9].

On raisonne ainsi « selon une analogie entre les hommes et les marchandises, nos talents, qualités, compétences, s'apprécieraient à leur juste "valeur" à condition d'être livrés à la main invisible du marché. Comme on prétend qu'en mettant les biens et services en concurrence, ils vont s'échanger à leur juste prix, on affirme qu'en faisant de même avec les hommes, chacun s'insérera à sa juste place » [7].

## Et l'arnaque se dévoile

Le mérite suggère une mesure, une preuve tangible. Mais celle-ci est concrètement impossible. Comment départager ce qui revient à la chance, au travail, aux gênes, à la santé, aux circonstances, aux rencontres, à l'histoire personnelle ? Si un résultat est mesurable, comment mesurer l'effort ou le talent engagé(s) pour y parvenir ?

En cherchant à cacher ce despotisme sous des aspects de justice et d'équité, en renvoyant la barbarie de la sélection à la responsabilité de l'individu, une société de type néolibérale comme nous la connaissons, montre toute son hypocrisie et sa malhonnêteté. Rawls va plus loin, il dit que la méritocratie et l'égalité des chances associées, représentent des prétextes lamentables permettant d'abandonner les plus défavorisés à leur sort.

Toute tentative d'estimation du mérite ne peut que se révéler inégalitaire quand les critères de mesure se réfèrent à une plus-value sensée favoriser ou améliorer un objectif poursuivi par l'État, une classe sociale dominante, un souverain et même une démocratie, telle la production de biens matériels ou de services, tel le nombre de victoires ou de faits d'armes en cas de guerre, etc... Si l'orientation de la société est déterminée, la hiérarchie au mérite s'instaure. Certains, grâce à des "capacités" particulièrement adaptées, vont favoriser le but "décidé", d'autres moins ou pas du tout. D'où une inégalité obligatoire et discriminatoire qui va perturber la vie sociale et politique, les "méritants" cherchant à maintenir les causes qui favorisent ces mérites et les récompenses qui y sont associées. « Car la confiance qui rend un individu capable d'endurer l'effort, de risquer l'audace, d'imaginer ou de créer, de se tenter plus haut que lui-même... d'où vient-elle ? L'individu la puise-t-il en lui-même ? Est-elle d'ailleurs confiance en soi ou confiance dans le monde ? Et que seraient l'effort, l'audace, la grandeur... sans d'autres autour, sans des dispositifs sociaux pour les reconnaître - et, les attestant, leur donner réalité ? C'est donc en tant qu'il est ramené à une mesure d'une part, en tant que cette mesure se veut individuelle d'autre part, que le mérite est nécessairement une fiction au sens négatif du terme : fictif, illusoire, prétendu » [10].

## Y a -t-il des remèdes ?

Une société doit-elle, par conséquent, se passer de l'application de la méritocratie ? Si la société a recours à la méritocratie c'est en général parce qu'elle poursuit un objectif déterminé. Cette situation doit-elle donc être évitée ? La société doit-elle se laisser guider par la recherche du bonheur de chacun ?

â€œ Oui, mais avec une petite nuance. Si la thèse du respect des capacités d'A.Sen [11] va dans ce sens, elle donne malgré tout trop l'exclusivité à la liberté individuelle : il lui manque la reconnaissance par chacun de l'apport des autres, l'intérêt pour la politique et la vie sociale, cette réciprocité indispensable à l'équilibre de l'individu et de la société.

Albert Jacquard n'hésitait pas à énoncer que chacun doit tout aux autres ; que le "Moi" serait même une illusion causée par notre autonomie naturelle et que nous sommes chacun le fruit particulier d'une hérédité et d'un environnement social. Comment, dès lors, s'approprier la responsabilité de nos aptitudes, de nos caractéristiques mentales, de nos pôles d'intérêt, de nos réussites comme de nos échecs ? À partir de cette constatation, Rawls fait remarquer qu'« il est faux de dire que j'ai, en tant qu'individu, un droit exclusif sur le produit de mon activité. Ce produit m'appartient tout autant qu'il appartient à la société » [5].

En fait, l'individu ne pense qu'avec ce qu'il a mémorisé, donc en fonction de la culture divulguée par son milieu éducatif et par ses rencontres. Si bien qu'en absence d'objectif sociétal déterminé, la quête du bonheur individuel ne risque pas de s'écarter outre mesure de « l'air du temps », d'entraîner la société dans une direction absurde, loin de là. L'avantage consécutif en est un mouvement sociétal bien plus proche de la satisfaction générale que ce que peut offrir un objectif déterminé soit par un souverain, par une classe sociale privilégiée, soit même par un vote démocratique puisque la minorité en ressort généralement frustrée. La petite nuance concerne les ajustements nécessaires destinés à corriger les insuffisances du "laissez faire", aménagements à discuter et décider démocratiquement. De la même façon qu'aujourd'hui l'intervention de l'État doit corriger les abus et les défauts de l'économie de marché et de sa soi-disant main invisible.

Comme remède efficace, Henri Laborit [12] préconisait le recours à des hiérarchies de fonctions et non, comme dans nos sociétés, à des hiérarchies de valeurs. Les hiérarchies demeureraient donc circonscrites aux corporations liées aux divers domaines d'activités développés par une société, sans qu'il y ait empiètement de ces hiérarchies dans l'espace social, politique et économique. Une fonction donnée, par exemple contremaître dans une usine, ingénieur dans une entreprise, professeur dans une université, capitaine dans une armée, etc..., n'amènerait donc aucun privilège économique, aucune rétribution particulière ou distinction sociale. Les attributions, les promotions, les changements de fonction, pourraient être étudiées et décernées par un comité d'éléments tirés au sort au sein d'une entreprise, d'un service public ou d'une association avec l'accord de la personne concernée, sans pour autant se traduire par l'attribution de privilèges matériels différents ou d'incidence distinctive au sein de la société.

Comme le souhaitaient C. Castoriadis et M. Bakounine, l'égalité économique peut ainsi se traduire par l'égalité politique indispensable à une véritable démocratie, directe et participative. Comment une personne bénéficiant déjà de capacités ou capacités naturelles supérieures aux autres, lui permettant d'occuper une fonction à haute responsabilité ou de niveau intellectuel élevé correspondant à son bien-être, pourrait-elle réclamer un surplus sous forme de privilèges, de pouvoir ou de biens matériels ? Ce serait abusif, sauf pour une société marchande où assurément tout se vend et s'achète, même le sens moral et la dignité.

Dans nos activités destinées à la collectivité, ce qui importe c'est ce que nous donnons afin d'affirmer nos valeurs. Ce don est gratuit. Il n'attend pas de rétribution mais seulement cette reconnaissance, qui n'est pas un besoin narcissique, mais qui va permettre à chacun d'avancer, de se constituer. « Le mérite entendu comme mesure nous prive de cette dimension essentielle. À proprement parler, il nous empêche d'être, parce qu'en remplaçant le

jugement par la mesure, il nous prive de reconnaissance. Cela va de pair avec le fait que la mesure, préétablie, formatage de l'activité, nous empêche de donner, de faire exister quelque chose selon l'arbitraire de notre singularité, d'être où on ne nous attend pas » [5].

Si une autre conception de la société nous habite, si le productivisme ne nous apparaît plus comme une priorité, si le matérialisme inconditionnel n'est plus une obsession, si une décroissance soutenable est envisageable pour rééquilibrer les richesses dans le monde, la notion même de hiérarchisation par le mérite devient un concept totalement hors sujet.

La méritocratie ne peut pas servir d'instrument de mesure pour distinguer les individus dans une société moderne sensée remplacer le modèle capitaliste. Passer d'un monde hiérarchisé à un monde de partage et de variétés et non de différences sera à n'en pas douter une source d'équité et de bonheur pour les peuples et pour l'individu. C'est donc vers quoi il faut concentrer nos efforts...

---

[1] Ben Bernanke,

<http://www.theatlantic.com/business-/archive/2013/06/ben-bernanke-to-princeton-grads-the-world-isnt-fair-and-you-all-got-lucky/276471/>

[2] G.Koubi et G.J.Guglielmi, L'égalité des chances. Analyses, évolutions, perspectives, éd. La Découverte, 2000.

[3] François Dubet. 12 janvier 2006 [http://www.liberation.fr/tribune/2006/01-12/re-doutable-egalite-des-chances\\_26197](http://www.liberation.fr/tribune/2006/01-12/re-doutable-egalite-des-chances_26197)

[4] Emrah Kaynak, <http://www.legrandsoir.in-fo/Lillusion-meritocratique.html>

[5] Dominique Girardot. <http://www.journaldumauss.net/?Le-merite-est-il-utile>.

[6] Patrick Savidan, Le mérite individuel peut-il justifier les inégalités sociales ?, 24/08/2004,

[http://www.inegalites.fr/-spip.php?page=comprendre\\_analyses&id\\_article=251&id\\_rubrique=115](http://www.inegalites.fr/-spip.php?page=comprendre_analyses&id_article=251&id_rubrique=115)

[7] Le mérite, une valeur pervertie ?, par Angélique del Rey, Le Monde Diplomatique, juin 2011, [http://www.monde-diplomatique.fr/-2011/06-/DEL\\_REY/20693](http://www.monde-diplomatique.fr/-2011/06-/DEL_REY/20693)

[www.monde-diplomatique.fr/-2011/06-/DEL\\_REY/20693](http://www.monde-diplomatique.fr/-2011/06-/DEL_REY/20693)

[8] Yves Michaud, Qu'est-ce que le mérite ?, éd. F.Bourin, Paris, 2009.

[9] Les habits neufs du mérite, par Roger Pol Droit, Le Monde des livres, 27/08/2009.

[http://www.lemonde.fr/livres/article-/20-09/08/27/qu-est-ce-que-le-merite-d-yves-michaud-1232372\\_3260.html](http://www.lemonde.fr/livres/article-/20-09/08/27/qu-est-ce-que-le-merite-d-yves-michaud-1232372_3260.html)

[10] L. Dumont, Essais sur l'individualisme, éd. Seuil, 1985.

[11] Amartya Sen, Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté, éd. Odile Jacob, 2000.

[12] Henri Laborit, La nouvelle grille, éd. Robert Laffont, 1974.